



HAL
open science

Les profanes, les technos et les professionnels de la politique. Sociologie des ministres d'Emmanuel Macron

Valentin Behr, Sébastien Michon

► **To cite this version:**

Valentin Behr, Sébastien Michon. Les profanes, les technos et les professionnels de la politique. Sociologie des ministres d'Emmanuel Macron. Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet, Julien Fretel, Rémi Lefebvre. L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir, Presses universitaires de Grenoble, pp.131-142, 2022, L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir. halshs-03886971

HAL Id: halshs-03886971

<https://shs.hal.science/halshs-03886971>

Submitted on 20 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Valentin Behr et Sébastien Michon, « Les profanes, les technos et les professionnels de la politique. Sociologie des ministres d'Emmanuel Macron », in Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2022, p. 131-142.

Les profanes, les technos et les professionnels de la politique. Sociologie des ministres d'Emmanuel Macron

Valentin Behr, Sébastien Michon

L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en 2017 et les élections législatives qui l'ont suivie ont été associées à un fort renouvellement du personnel politique¹. La composition du gouvernement a été abondamment commentée, car celui-ci représente le sommet du pouvoir et les ministres incarnent l'action publique. Les commentateurs ont particulièrement relevé deux aspects. D'une part, le choix symbolique du président Macron de désigner, au cours du quinquennat, deux premiers ministres issus de la droite et peu connus : Édouard Philippe, haut fonctionnaire, maire du Havre, ancien député et soutien d'Alain Juppé lors de la primaire de la droite et du centre en 2016 ; puis Jean Castex, haut fonctionnaire, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Nicolas Sarkozy et maire d'une sous-préfecture des Pyrénées-Orientales. D'autre part, la proportion élevée parmi les ministres de personnes issues de la « société civile » (une moitié des ministres du gouvernement Philippe 1 formé au lendemain de l'élection présidentielle).

Un examen plus systématique de la sociologie des ministres d'E. Macron à partir d'une prosopographie² permet de caractériser la nature du renouvellement des profils et de montrer que l'espace gouvernemental, structuré par le temps passé en politique et la dynamique de la carrière, met aux prises plusieurs profils : des profanes, des « technos » et des professionnels

¹ À l'Assemblée, la part de nouveaux venus en politique n'a jamais été aussi élevée : 28 % d'entre eux n'ont jamais été élus ou auxiliaires politiques, contre 5 % en 2012 et 1 % en 2007 (Boelaert et al., 2018).

² Les données sont issues d'une prosopographie de l'ensemble des membres des 14 gouvernements français entre 1986 et 2021 (N = 442). Outre un ensemble de caractéristiques sociodémographiques, nous avons retracé leurs carrières professionnelles et politiques. Plusieurs sources ont été mobilisées et croisées : dictionnaires biographiques, presse locale et nationale, CV et déclarations auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

de la politique. Les ressources différenciées sur lesquelles s'appuient ces groupes structurent la division du travail gouvernemental.

Le renouvellement des profils des ministres

Une rupture relative avec les gouvernements précédents

Comme pour les députés (Boelaert *et al.*, 2017), le temps passé en politique par les ministres s'était beaucoup allongé, notamment dans les années 2000 et 2010. En 2016, les membres du gouvernement Cazeneuve avaient passé deux fois plus de temps en politique que ceux du gouvernement Chirac de 1986 : respectivement 22 ans en moyenne en tant qu'élus ou que collaborateurs politiques, contre à peine plus de 10 ans. La nomination de ministres n'ayant jamais été élus était devenue anecdotique, au contraire des passages par « un entourage politique » (Eymeri-Douzans *et al.*, 2015 ; Beauvallet, Michon, 2017) désormais très fréquents : entre 2002 et 2017, les anciens permanents de partis, assistants parlementaires, membres de cabinets d'exécutifs locaux (maire ou président d'un conseil général ou régional) forment près de 60 % des membres de gouvernement.

Les membres des gouvernements Philippe et Castex apparaissent moins expérimentés en politique que les ministres du quinquennat Hollande. Un tiers n'a jamais été élu auparavant et, avant d'accéder au gouvernement, ils ont moins souvent siégé dans un exécutif local (tableau 1) et au Parlement : 57 % des ministres de la présidence Macron contre 77 % sous Hollande et 74 % sous Sarkozy. Outre les différences avec les précédents quinquennats, on doit noter que la part de novices d'un point de vue électif est relativement proche de celle observée dans les gouvernements socialistes du deuxième mandat Mitterrand, relativisant ainsi la nouveauté du phénomène.

Tableau 1. Expérience électorale des ministres selon le gouvernement (en %)

		Parlementaire national	Mandat local	Aucun mandat
1986-1988	Chirac 2	73	75	18
1988-1993	Rocard-Cresson-Bérégoovoy	62	67	28
1993-1995	Balladur	97	88	0
1995-1997	Juppé	83	87	9
1997-2002	Jospin	81	88	13
2002-2007	Raffarin-de Villepin	71	80	17
2007-2012	Fillon	74	78	19
2012-2017	Ayrault-Valls-Cazeneuve	77	85	4
2017-2021	Philippe-Castex	57	54	33

Tableau 2. Parts de membres de cabinets de l'exécutif³ et de collaborateurs d'élus ou permanents partisans selon le gouvernement (en %)

	Membres d'un cabinet de l'exécutif	Collaborateurs politiques
Chirac 2	39	14
Rocard-Cresson-Bérégoovoy	26	5
Balladur	69	25
Juppé	51	23
Jospin	25	17
Raffarin-de Villepin	42	23
Fillon	50	32
Ayrault-Valls-Cazeneuve	34	46
Philippe-Castex	39	28

Moins élevée que dans les précédents gouvernements, la longévité en politique demeure non négligeable : 14 ans en moyenne pour les ministres de Macron (contre 19 ans sous Hollande). Ce qui rend compte d'un recrutement plus diversifié qu'il n'y paraît. À côté de nouveaux venus en politique, des élus particulièrement expérimentés intègrent aussi le gouvernement au cours

³ Cabinets ministériels et secrétariat général de l'Élysée confondus.

du quinquennat Macron. En dehors de Philippe et Castex, qui au moment de leur nomination comptent respectivement seize et douze années de carrière électorale, des postes ministériels de premier plan sont confiés à des personnalités politiques. Par exemple, en 2017, Gérard Collomb, numéro 2 du gouvernement, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, a passé pas moins de quarante années de sa vie professionnelle en politique. Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, présente également une longévité dans le champ de quarante ans. Roselyne Bachelot, ministre de la Culture du gouvernement Castex, a une longévité d'une trentaine d'années en tant qu'élue ou que membre de gouvernement : elle a été plusieurs fois ministre sous Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy.

Si les membres des gouvernements Philippe et Castex se différencient de leurs homologues des gouvernements des années 2000 par leur moindre longévité dans le champ politique, ce ne sont pas uniquement des novices dénués de capital politique. Plus que le volume, c'est la structure de leur capital politique qui les distingue de leurs prédécesseurs : dans l'ensemble, leurs ressources sont moins électives et plus politico-administratives.

Les nouveaux « technos »

Ni nécessairement novices en politique, ni étrangers au champ du pouvoir, les ministres d'Emmanuel Macron sont nombreux à avoir eu des expériences professionnelles au sommet de l'État⁴. La caractérisation de leurs trajectoires professionnelles permet de qualifier le recrutement ministériel sous la présidence Macron comme caractéristique du retour au gouvernement d'une « noblesse d'État » (Bourdieu, 1989) : diplômés d'une grande école (deux tiers d'entre eux), à la hauteur des gouvernements les plus « technos » de la V^e République (Jospin, Balladur, Chirac 2), passés par un ou des cabinets ministériels (39 % des ministres de Macron contre 34 % sous Hollande), ils ont été hauts fonctionnaires⁵ ou dirigeants de grandes entreprises publiques⁶.

Il s'agit plus précisément d'une noblesse d'État contemporaine. Tout en présentant des profils de technocrates, les ministres du gouvernement Philippe se différencient de leurs aînés par une socialisation différentielle à l'État : ils apparaissent emblématiques des transformations récentes en son sein. Contrairement au *cursus honorum* politico-administratif, ces hauts

⁴ Pour des éléments plus détaillés, voir Behr et Michon (2020).

⁵ Jean-Michel Blanquer, recteur d'académie puis directeur général de l'enseignement scolaire ; Laurent Nunez, préfet ; Agnès Pannier-Runacher, inspectrice des finances.

⁶ Florence Parly à la SNCF, Élisabeth Borne à la RATP, Édouard Philippe chez Areva.

fonctionnaires devenus ministres n'ont pas fait l'ensemble, ni même parfois l'essentiel de leur carrière dans l'administration. Ils sont plutôt à l'image d'Emmanuel Macron, dont la carrière a oscillé entre la haute fonction publique, le monde des affaires et les entourages politiques, avant sa nomination au ministère de l'Économie en 2014. Certains ministres du gouvernement Philippe présentent eux aussi des profils de hauts fonctionnaires ayant « rétro-pantouflé » au moment d'intégrer le gouvernement (Élisabeth Borne, Emmanuelle Wargon). Les parcours de ces ministres illustrent certaines transformations des trajectoires des élites en France, que Rouban qualifie de « stratégies "multicartes" intégrant très tôt la mobilité entre l'État et les entreprises privées » (Rouban, 2010).

Le devenir de certains ministres ayant quitté le gouvernement au cours du quinquennat est aussi un indicateur de ce tropisme pour le privé : Sibeth Ndiaye, ancienne porte-parole du gouvernement Philippe, rejoint en 2021 le groupe Adecco en tant que secrétaire générale chargée des affaires publiques ; Brune Poirson, ex-secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique, annonce en avril 2021 renoncer à son siège de député afin d'intégrer le groupe Accor, en tant que directrice du développement durable : un poste qu'elle a déjà occupé au sein du groupe Veolia avant de rejoindre le gouvernement.

Loin d'être anecdotique, la présence de tels profils renvoie à un mode de gouvernement technocratique assumé, qui valorise de hauts fonctionnaires ayant des références dans le privé. La technocratie macronienne est assez éloignée de l'État bureaucratique des débuts de la V^e République et apparaît en phase avec un temps marqué par le *New Public Management*, qui repose sur l'hybridation des savoirs et savoir-faire entre public et privé (Bezes, 2012). La promotion au gouvernement de hauts fonctionnaires passés par les cabinets ministériels et des postes de cadres dirigeants de grandes entreprises consacre la transformation du gouvernement en administration d'état-major. Elle illustre le phénomène de « brouillage » entre sphère publique et intérêts privés (France, Vauchez, 2017).

Ces ministres issus du privé présentent des expériences électives bien moindres que leurs prédécesseurs. Avant 2017, à gauche comme à droite, les ministres issus du privé relèvent pour l'essentiel des « professions propices à la carrière politique » (Dogan, 1999). Ils sont avocats, médecins, cadres de la banque, des assurances, du commerce ou de l'industrie, bien plus rarement agriculteurs, employés ou techniciens. Leurs carrières électives, locales et parlementaires, sont souvent longues de plusieurs années avant d'obtenir un maroquin. Si bien qu'au moment d'intégrer un gouvernement, la profession de ces ministres issus du privé

consiste à vivre de la politique, en tant que parlementaires, maires, présidents d'exécutifs locaux et membres de directions partisanes.

En comparaison, les ministres du quinquennat Macron issus du privé se distinguent par le fait de n'avoir jamais été élus (Nyssen, Pénicaud, Cluzel, Mahjoubi, Dupond-Moretti, Moreno), ou de l'avoir été très brièvement (Schiappa, Poirson, Taquet, El Haïry). S'y ajoutent les hauts fonctionnaires pantoufleurs, eux aussi jamais élus, à l'exception d'Édouard Philippe : Blanquer, Borne, Pannier-Runacher, Pénicaud, Gény-Stephan.

Une autre différence significative avec les membres des gouvernements précédents s'observe au niveau de la « culture privative » des ministres concernés. Avant 2017, le « privé » des ministres est avant tout, à gauche comme à droite, un privé de notables : professions libérales, chefs d'entreprises souvent familiales, voire cadres supérieurs investis dans la politique locale. Certains ministres, d'ailleurs souvent venus de partis alliés ou transfuges d'autres partis politiques, correspondent à ce profil : avocats (Mézard), médecin (Darrieussecq), chef d'entreprise (Riester). Les autres sont tournés vers un privé en lien avec la commande publique (Areva, Air France, Dassault), de grands groupes cotés en Bourse (Danone, Unibail-Rodamco-Westfield, Hewlett Packard, Axa, BNP Paribas), ou des *start-up*. Il s'agit d'un privé plus lucratif : les ministres de Macron détiennent un patrimoine en moyenne deux fois plus élevé que ceux de Hollande (Jauvert, 2020).

Les gouvernements du quinquennat Macron regroupent donc des ministres aux profils variés, qui ne se limitent pas à la « société civile » ou aux technocrates. Une analyse des correspondances multiples met en évidence non seulement l'espace gouvernemental, mais aussi la division du travail en son sein.

L'espace gouvernemental

Expérience politique et dynamique des carrières

Une analyse des correspondances multiples (ACM) permet de représenter l'espace des propriétés sociales et politiques des membres de gouvernement de la présidence Macron. Elle est construite à partir d'indicateurs qui se rapportent à la position sociale, la carrière élective, les expériences politiques non électives, enfin la dynamique de la carrière politique (tableau 3). Les caractéristiques de la carrière gouvernementale (plus haut poste occupé, portefeuille

ministériel, rang protocolaire maximal) ont été placées en variables supplémentaires. Les deux premiers axes forment un bon résumé de cet espace (figure 1).

Tableau 3 : Caractéristiques de l'ACM sur l'espace social et politique des ministres de Macron (n = 69, effectifs entre parenthèses)

Position sociale d'origine (*triangle*)

- Diplômé de l'ENA : oui (9) ; non (60) ;
- Diplômé d'un IEP (Institut d'études politiques) : oui (21) ; non (48) ;
- Secteur d'activité : privé (27) ; public (28) ; NA (14) ;

Carrière élective (*carré*)

- Nombre de mandats parlementaires (Assemblée nationale ou Sénat) : 0 (32) ; 1 (22) ; plus de 1 (15) ;
- Avoir été maire : oui (17) ; non (52) ;
- Avoir été conseiller général (*CG*) : oui (15) ; non (54) ;
- Avoir été conseiller régional (*CR*) : oui (18) ; non (51) ;

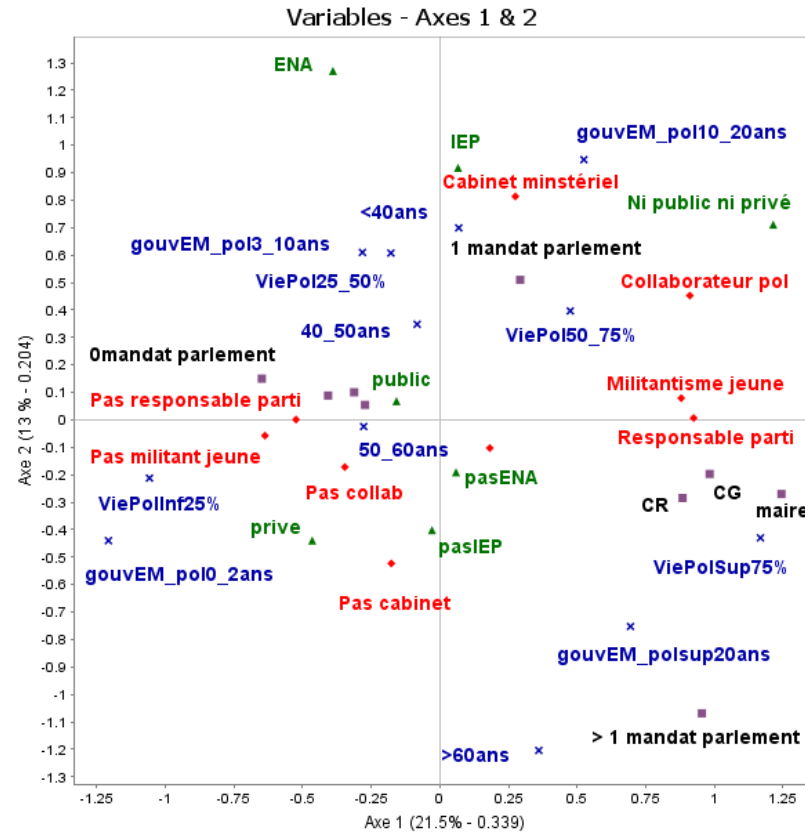
Expériences politiques non électives (*losange*)

- Avoir été collaborateur d'élu : oui (19), non (50) ;
- Avoir été membre d'un cabinet ministériel : oui (27), non (42) ;
- Avoir été militant dans des organisations de jeunesse : oui (29), non (40) ;
- Avoir eu des responsabilités partisanes : oui (24) ; non (45) ;

Dynamique de la carrière politique (*croix*)

- Âge en 2017 : inférieur à 40 ans (17) ; 40 à 50 ans (19) ; 50 à 60 ans (18) ; 60 ans et plus (15) ;
- Durée de la carrière politique à l'entrée au gouvernement en 2017 ou après (*gouvEM_pol*) : 0 à 2 ans (17) ; entre 3 et 10 ans (13) ; entre 10 et 20 ans (17) ; 20 ans et plus (22) ;
- Part de la vie politique sur l'ensemble de la carrière professionnelle (à partir de l'âge de 25 ans) (*ViePol*) : moins de 25 % (24) ; entre 25 % et 50 % (18) ; entre 50 % et 75 % (12) ; 75 % et plus (19).

Figure 1 : L'espace des membres de gouvernement (2017-2021) (n = 69), ACM et projection des variables actives sur le plan formé par les axes 1 et 2



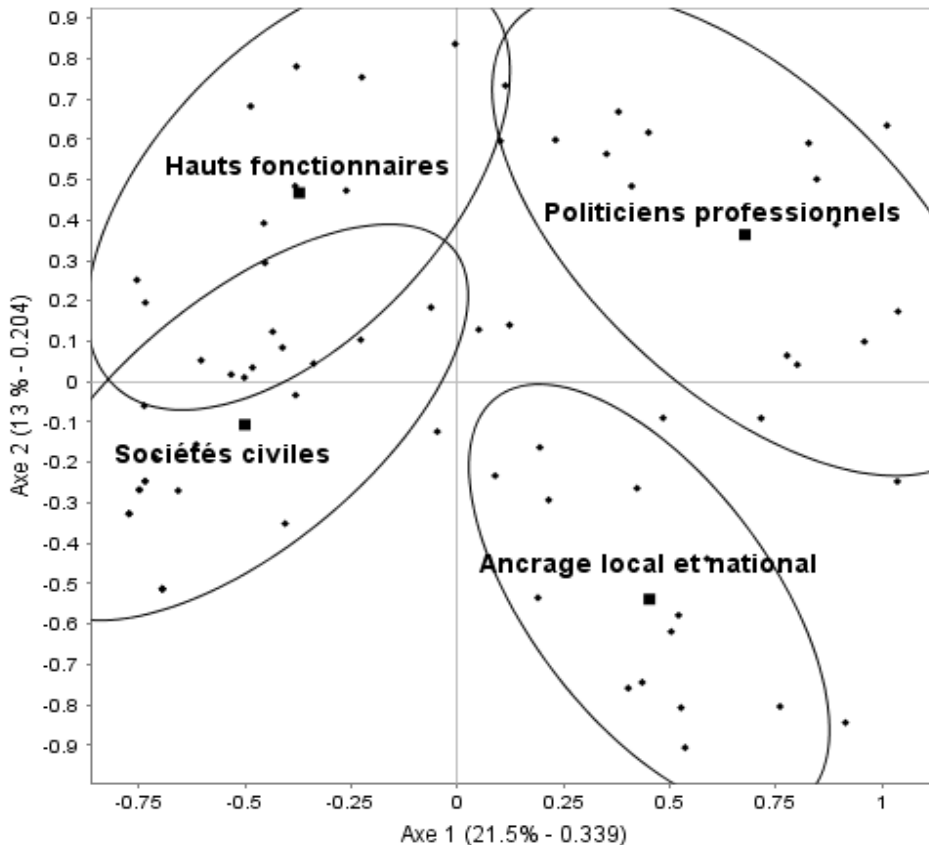
Le premier axe (21,5 % de l'inertie totale) synthétise l'expérience politique. Il oppose les ministres sans expérience politique – élective notamment –, à ceux qui ont passé l'essentiel de leur carrière professionnelle en politique, gravissant un à un les échelons depuis les mouvements de jeunesse des partis jusqu'aux mandats locaux (conseil régional et général, mairie) et nationaux (Assemblée ou Sénat), en passant par les appareils partisans. Cet axe est particulièrement clivé par le genre et l'origine sociale : du côté de l'expérience sont surreprésentés des ministres en ascension sociale et des hommes, alors que du côté de l'inexpérience, plus nombreuses sont les personnes issues de la bourgeoisie et les femmes.

Le deuxième axe (13 % de l'inertie) est construit à partir des indicateurs de dynamique de la carrière politique (âge, longévité en politique), de passage par des institutions centrales du champ politique, à la fois dans des positions électives (parlement) et non électives (cabinet ministériel), enfin de capital scolaire (passage par l'ENA ou un IEP). Il différencie les ministres selon la dynamique de leur carrière. Au Nord du plan (figure 1), les plus jeunes (moins de 50 ans voire moins de 40 ans), diplômés de l'ENA et/ou d'un IEP, présentent les carrières les plus rapides, débutées au plus près du pouvoir. Au Sud, les plus âgés (plus de 60 ans) présentent des carrières lentes, longues et ascensionnelles depuis le local jusqu'au gouvernement, en passant par l'Assemblée nationale et/ou le Sénat.

Cet espace social et politique des ministres de Macron distingue quatre principaux groupes, qui correspondent à peu près aux quatre-quarts du plan formé des deux axes (figure 2).

Figure 2. L'espace des membres de gouvernement (2017-2021) (n = 69), projection des 4 classes obtenues au moyen d'une classification ascendante hiérarchique

Individus - Axes 1 & 2



Un premier groupe (Nord-Est du plan), représentatif des transformations du champ politique depuis les années 1970 (Boelaert et al., 2017), est celui des politiciens professionnels. Bien que relativement jeunes, ils sont déjà très expérimentés en politique : ils n'ont jamais eu d'autre activité professionnelle qu'une activité politique de collaborateur ou d'élu. Leur parcours a commencé dans un mouvement de jeunesse, au sein duquel ils ont été socialisés à la politique comme métier (Bargel, 2009). Au terme de leurs études, de droit ou dans un IEP, ils sont devenus collaborateurs d'élu, multipliant les expériences et accédant parfois à un cabinet ministériel. Tout en gravissant les échelons partisans dans le sillage d'une personnalité influente, ils ont conquis des mandats : locaux et parlementaires. S'ils correspondent au profil de « pur professionnel de la politique » (Darmanin, Lecornu, Pompili, Dussopt, de Rugy, de

Sarnez, Guillaume, Attal), une partie d'entre eux a eu une expérience en dehors de la politique, dans le privé, généralement de courte durée (Philippe, Griveaux, Lemoyne, Ndiaye, O, Grégoire). Illustration du poids du genre, ce groupe est composé principalement d'hommes (trois sur quatre).

Un deuxième groupe (Nord-Ouest du plan), caractéristique du début de la V^e République (Dulong, 1996), est celui de hauts fonctionnaires entrés en politique directement au centre. Sciences Po, ENA, haute fonction publique, cabinet ministériel, portefeuille ministériel ont été les jalons de leurs parcours. Si, pour la plupart d'entre eux, l'entrée au gouvernement sous Macron représente une entrée directe au centre (Borne, Loiseau, Blanquer, Nunez, Pannier-Runnacher, Wargon, Beaune), elle fait suite pour quelques-uns à des expériences antérieures (Parly, Castex), ou elle s'inscrit dans une carrière de longue durée (Le Maire, Goulard). Quasiment tous sont issus de la bourgeoisie voire de la grande bourgeoisie, ce sont les plus dotés en capital culturel hérité. Ainsi les parents de Jean-Michel Blanquer étaient-ils avocat et enseignante, la mère de Florence Parly, conseillère d'État, fut directrice de cabinet de Claude Allègre au ministère de l'Éducation nationale (gouvernement Jospin), tandis que le père d'Emmanuelle Wargon, Lionel Stoléru, était lui-même haut fonctionnaire (ingénieur des mines et polytechnicien) et fut secrétaire d'État sous Valéry Giscard d'Estaing puis François Mitterrand.

Un troisième groupe (Sud-Est) est celui des ministres les plus expérimentés dans le champ politique. Ils s'opposent aux hauts fonctionnaires sur plusieurs points. D'une part, ils partagent un âge plus élevé et une origine sociale plus modeste : ils sont en ascension sociale par rapport à leurs parents⁷ et ils sont issus non pas de la haute fonction publique, mais de la fonction publique territoriale (Klinkert, Bourguignon) et de l'enseignement (Bayrou, Collomb, Gourault). D'autre part, ils présentent des carrières électives particulièrement longues et ascensionnelles, débutées de manière précoce avec la conquête de mandats sur leur nom, au local d'abord et assez longtemps (conseiller général, maire), puis au national (député ou sénateur). Ils se distinguent ainsi des professionnels de la politique du quart Nord-Est par la longévité de leurs carrières politiques (Bachelot, Riester, Ferrand).

Enfin, le dernier groupe « sociétés civiles » (Sud-Ouest) a été le plus évoqué après l'élection de Macron. Si leurs profils sont assez variés – animateur-producteur à la télévision (Hulot),

⁷ Les parents de Gérard Collomb étaient ouvrier métallurgiste et femme de ménage ; François Bayrou est fils d'agriculteur ; le père de Jacqueline Gourault était éleveur.

éditrice (Nyssen), universitaire (Vidal), anciennes sportives (Flessel, Maracineanu), chef d'entreprise (Griset), avocat (Dupont-Moretti), militante associative (Cluzel), ils demeurent pour la plupart situés dans les catégories sociales supérieures du privé. Les femmes sont ici majoritaires (deux tiers). L'expérience politique divise quelque peu ce groupe. Un peu moins de la moitié d'entre eux n'a jamais été élue avant d'entrer au gouvernement. L'autre partie n'est plus tout à fait novice à l'entrée au gouvernement : ils ont eu une courte expérience au local (conseil municipal ou régional) et surtout à l'Assemblée nationale en faisant partie des néo-élus de 2017 (Travert, Poirson, Dubos, Taquet, de Montchalin, Djebbari, Pietraszewski, Véran, Hai, Abba, Elimas, El Haïry).

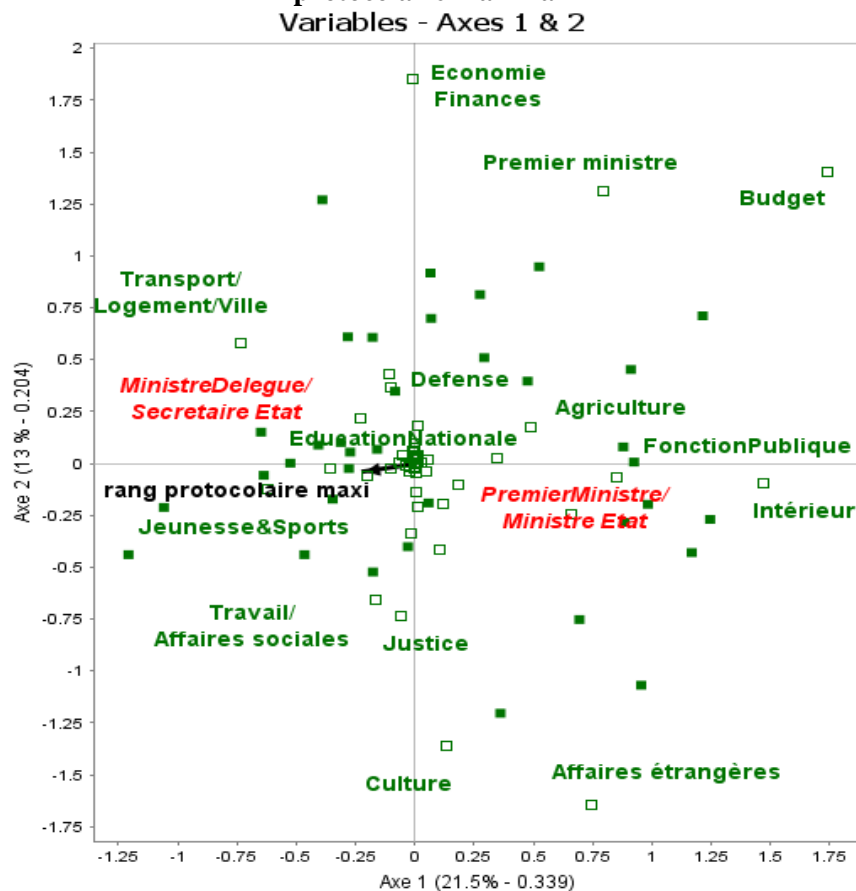
La division du travail gouvernemental

À cet espace correspond une division du travail gouvernemental, dont le rang protocolaire et la répartition des portefeuilles sont des indicateurs (figure 3).

Ce sont les ministres issus de la société civile qui sont en moyenne les plus bas dans la hiérarchie gouvernementale : ils sont plus souvent secrétaires d'État ou ministres délégués, et lorsqu'ils sont ministres, leur rang protocolaire est assez éloigné du sommet. En fait, ceux qui occupent les positions les plus prestigieuses sont issus des trois autres groupes : les hauts fonctionnaires qui ont une expérience politique non négligeable, les politiciens professionnels en ascension, et les politiques expérimentés.

Les principaux portefeuilles régaliens (Affaires étrangères, Intérieur, Économie-Finances ou Défense) sont détenus par des ministres assez fortement dotés en capital politique (situés à l'Est du plan). Tel est également le cas de la fonction publique et de l'agriculture, domaines eux aussi souvent réservés à des hommes expérimentés en politique (Behr, Michon, 2014). Les portefeuilles plus techniques (Transports, Logement, Ville) sont moins souvent occupés par des politiciens professionnels et plutôt dédiés aux hauts fonctionnaires. Enfin, les moins expérimentés dans le champ politique, qui sont majoritairement des femmes, occupent principalement les portefeuilles les moins prestigieux et jugés plus féminins, tels que l'Emploi et les Affaires sociales, ou la Jeunesse et les Sports.

Figure 3. L'espace des membres de gouvernement (2017-2021) (n = 69), projection des portefeuilles ministériels, du poste le plus élevé et de l'ordre protocolaire maximal⁸



Lecture : *Premier Ministre/Ministre Etat* : Premier ministre ou ministre d'État comme plus haut poste occupé ; *Ministre Delegue/Secetaire Etat* : Ministre délégué ou Secrétaire d'État comme plus haut poste occupé.

⁸ L'ordre protocolaire maximal au cours de la carrière est une variable continue. Moins la valeur de l'ordre est élevée, plus le poste est prestigieux. De manière contre-intuitive, la flèche indique l'ordre protocolaire le plus éloigné du sommet du gouvernement.

Cette division du travail gouvernemental amène à souligner une autre caractéristique des gouvernements du quinquennat Macron, beaucoup moins fréquemment relevée que l'ouverture à la société civile. Ce sont des gouvernements de coalition, toujours dirigés par des élus non issus de la majorité présidentielle, associant des professionnels de la politique issus d'une variété de partis inédite sous la V^e République : de gauche (PS, PRG), de droite (LR) et du centre (Modem, LREM). La présence au gouvernement de ministres aux profils plus politiques s'explique en partie par la nécessité de récompenser les alliés et les ralliés. Les élus de terrain sont en outre porteurs de savoirs et savoir-faire dont LREM est dépourvue à ses débuts. La politique étant un métier (Offerlé, 1999 ; Michon, Ollion, 2018), ces compétences sont précieuses. Les portefeuilles potentiellement sensibles ont été confiés aux profils plus politiques. L'Économie, les Finances et le Budget sont occupés dans le gouvernement Philippe par des élus issus de la droite, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin (remplacé par l'ex-PS Olivier Dussopt). Le ministère de l'Agriculture est confié à un élu de gauche expérimenté au local, le radical Jacques Mézard, remplacé par l'ex-PS Didier Guillaume ; Julien Denormandie faisant ensuite exception. Idem au ministère clé de l'Intérieur, confié successivement à Gérard Collomb, Christophe Castaner et Gérard Darmanin. Il en va de même pour la Cohésion des territoires, attribuée à Richard Ferrand (ex-PS) puis à Jacqueline Gourault (Modem).

Ainsi, une subtile division du travail a conduit à répartir les portefeuilles entre « experts » issus de la société civile, « technocrates » et « politiques ». À ceux qui ont une expérience électorale, les principaux ministères régaliens et les portefeuilles les plus susceptibles de donner lieu à des tensions avec le personnel politique parlementaire ou local : Agriculture, Collectivités territoriales, Relations avec le Parlement. L'essentiel des autres portefeuilles a été confié à des spécialistes du secteur d'action publique concerné : une professionnelle du monde médical à la Santé, une universitaire à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, un autre à l'Éducation, une éditrice à la Culture, une haute fonctionnaire passée par la SNCF et la RATP aux Transports, une ancienne DRH de grands groupes au Travail, un avocat à la Justice, entre autres. La logique de coalition se donne à voir également à leur niveau, puisque certains d'entre eux incarnent des sensibilités politiques différentes, ayant occupé des positions d'état-major dans des ministères alors dirigés par la droite (Blanquer) ou la gauche (Pénicaud, Borne, Parly), quand d'autres sont réputés proches de la gauche (Hulot).

Comparativement à leurs prédécesseurs, les ministres de Macron se caractérisent par une moindre expérience politique, des passages plus fréquents par de grands groupes privés et une réaffirmation des hauts fonctionnaires au détriment des professionnels de la politique. Ces

éléments, qui traduisent l'ampleur de l'ouverture à la « société civile » et la logique de coalition qui transparaît dans la composition du gouvernement, illustrent la faiblesse de l'ancrage politique du président de la République. La typologie des profils distingue des profils *in fine* habituels au cours de la V^e République : des « profanes » issus de la « société civile », recrutés dans les catégories supérieures de l'espace social ; des « technocrates » fortement dotés en capital culturel, ayant souvent occupé au cours de leur carrière des fonctions d'état-major dans la haute administration et pour le compte de grandes entreprises ; des professionnels de la politique scindés en deux sous-groupes, avec d'un côté des élus expérimentés, et de l'autre des profils plus jeunes formés dans les entourages politiques. Plus que d'un renouvellement, la division du travail gouvernemental rend compte du maintien de logiques structurantes : « technos » et « politiques » accaparent les postes clés du gouvernement.